

Michel Rocard défend une autre gouvernance



Tribune de Genève. 7 Mars 2012. Par Alain Jourdan.

[Lire l'article sur le site de la Tribune de Genève.](#)

L'ancien premier ministre français était hier à Genève pour relayer l'appel du Collegium international.

Michel Rocard était aux côtés de Stéphane Hessel, hier à Genève, pour présenter l'«Appel pour une gouvernance mondiale solidaire et responsable» rédigé par le Collegium international. Il s'agit d'une synthèse d'une réflexion très dense conduite par des intellectuels et d'anciens responsables politiques qui sont arrivés à la conclusion qu'il faut engager un «processus de métamorphose» vers une «communauté mondiale».

«J'ai conscience que parler de la gouvernance mondiale en ce moment est incongru», admet l'ancien premier ministre français. «Mais ne nous prenez pas pour des rêveurs oiseux qui ne savent pas se battre» a-t-il prévenu. Le Collegium international, dont il se fait le porte-voix, préconise entre autres la mise entre parenthèses du concept d'Etat-nation. Il serait «largement dépassé» parce qu'incapable de faire face aux défis de «l'interdépendance» dans un monde globalisé. Michel Rocard en distingue quatre: le réchauffement climatique, les bulles financières, la montée du chômage et de la précarité, la nouvelle criminalité.

Le diagnostic n'est pas nouveau. Les auteurs veulent juste dégager des pistes et susciter le débat. Leur appel est-il audible? «Il faut qu'il le devienne», rétorque Michel Rocard. Et d'enchaîner: «Notre force réside dans la montée en puissance de l'inquiétude planétaire.» L'ancien premier ministre français fonde de grands espoirs sur l'émergence d'une opinion mondiale et d'une société civile plus forte. «La solution, ce n'est pas la création d'un gouvernement mondial. Il serait redouté et l'humanité est trop diverse. Il faut plutôt améliorer ce qui existe», explique-t-il.

Au final, ce qui est mis sur la table, c'est une réflexion autour d'une réforme de l'ONU, qui portait à sa création les mécanismes de gouvernance mondiale. «On a détruit ce système sur les mérites supposés de l'ultralibéralisme», rappelle Michel Rocard qui défend aujourd'hui «le principe de l'intersolidarité à l'échelle planétaire».

